En seulement une semaine, dix activistes ont été arrêtés pour avoir protesté contre un projet de mine de cuivre situé à Letpadaung, dans la division de Sagaing, dans le centre du pays.

Ce projet massif est exploité par l'entreprise chinoise Wan Bao en collaboration avec le gouvernement birman qui reçoit 51% des profits de l'activité. La mine de cuivre a pour conséquences directes des confiscations de terres et des dégradations environnementales catastrophiques. Des milliers de personnes vivant autour de la montagne ont déjà quitté la zone et 26 villages restent encore sur la liste des « zones à évacuer ».

Le 5 février, des équipes de l'entreprise chinoise Wan bao se sont rendues dans le village de Wet Hmay afin de confisquer de force les terres des paysans en rasant leurs récoltes au bulldozer et en installant des clôtures autour de leurs terrains. Accompagné par la police, ils se sont heurtés aux protestations d'une trentaine d'activistes qui refusent depuis 2012 d'accepter les compensations et de céder leurs terres à l'entreprise chinoise.

Neuf d'entre eux ont été arrêtés, dont Thwe Thwe Win, une activiste pacifique que l'équipe d'Info Birmanie avait suivi en décembre 2013. Ils ont été relâchés mais le 11 février, un nouvel activiste a été arrêté et battu sans explications par six hommes en civils. Il aurait ensuite été conduit dans la prison de Monywa mais personne n'a pu avoir de contact avec lui depuis et la police refuse d'expliquer son arrestation. Les dix individus pourraient tous écoper d'une peine de prison.

Les villageois tentent de s'organiser pour protester contre la pollution générée et les faibles indemnisations reçues en compensation de la saisie de leurs terres par les autorités. Mais ils peinent à faire entendre leur voix face à la répression, au harcèlement, aux menaces et à l'intimidation des autorités. Le gouvernement est prêt à tout pour que le projet continue. Au total 7 800 acres de terres ont été confisquées dans 26 villages situés autour de Letpadaung.

« *Le gouvernement birman continue de cibler spécifiquement les personnes s'élevant contre les violations des droits de l'homme résultant de projets industriels menés par le gouvernement birman et soutenus par des entreprises étrangères* » , a déclaré Célestine Foucher, coordinatrice de l'association Info Birmanie.

Le Président Thein Sein n'a pas tenu sa promesse de libérer tous les prisonniers politiques avant la fin de l'année 2013. Si de nombreux prisonniers politiques ont été libérés, certains sont toujours en prison en raison de leurs activités politiques, leur origine ethnique ou leur religion, et d'autres continuent d'être arrêtés.

« *En levant toutes les sanctions à l'encontre de la Birmanie, la communauté internationale s'est privée de tout moyen de pression, alors même que les arrestations arbitraires continuent, que les lois répressives sont toujours en vigueur, et que des prisonniers politiques restent derrière les barreaux.* »